F. Rouge, chemin Gaberel 12 Genève

N° 27. — Seconde année. L'émancipation des Travailleurs doit être l'œuvre des Travailleurs eux-mêmes. Samedi 6 juillet 1907.

LA VOIX DU PEUPLE

JOURNAL SYNDICALISTE PARAISSANT TOUS LES SAMEDIS

ORGANE OFFICIEL DE LA FÉDÉRATION DES UNIONS OUVRIÈRES DE LA SUISSE ROMANDE

RÉDACTION
23, Rue d'Etraz, 23, Lausanne.

ABONNEMENTS
UN AN, 3 fr. 50 — SIX MOIS, 2 fr. — ÉTRANCER, UN AN, 6 fr. 50.
LE NUMÉRO : 10 CENTIMES

ADMINISTRATION
23, Rue d'Etraz, 23, Lausanne.

A partir de ce numéro, la *Voix du Peuple* sera vendue dix centimes. La demander, l'exiger dans tous les kiosques, dans toutes les bibliothèques des gares de la Suisse romande.

Cette décision concerne exclusivement les kiosques, les magasins et les bibliothèques des gares.

Appel à la solidarité ouvrière internationale

Sous ce titre, le comité de la Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande a fait tirer à plusieurs milliers d'exemplaires, et en deux langues, l'appel suivant :

« Chers camarades,

Le comité de la Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande porte, à la connaissance des travailleurs de tous les pays, les faits suivants :

Il existe, à Grandson (Suisse), une très ancienne fabrique de tabacs dont la raison sociale est Vautier frères. Une succursale de cette fabrique existe à Yverdon, près de Grandson.

En mai 1907, quelques ouvrières de cette succursale se syndiquèrent. Elles étaient lasses de supporter la plus effrenée des exploitations, de gagner 1 fr. 50 par jour pour onze heures de travail, alors que tout est si cher en Suisse.

Mais les millionnaires Vautier frères ne l'entendirent pas ainsi : ils mirent à la porte sept des ouvrières qui fondèrent le syndicat. Une cinquantaine d'autres ouvrières, s'étant mises en grève pour faire réintégrer leurs camarades, furent également renvoyées.

Ensuite de ces manœuvres patronales, le résultat cherché fut atteint : le syndicat fut dissous, toutes les ouvrières en faisant partie ayant été mises à la porte.

C'est ainsi que les patrons Vautier frères comprennent la liberté d'association garantie par la Constitution fédérale suisse.

La Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande, sur la demande des grévistes, fait donc appel aux travailleurs, aux syndicats, aux fédérations de tous les pays — les produits dont il s'agit se consomment partout — afin qu'ils l'aident dans sa campagne de boycottage. Les cigares, cigarettes et tabacs Vautier frères (Grandson) sont surtout consommés par la classe ouvrière. Celle-ci peut donc, si elle le veut, faire céder ces patrons tout-puissants et venger ainsi les ouvrières brutalement jetées à la porte.

En conséquence, **tous les produits de la Fabrique Vautier frères : tabacs, cigares et cigarettes, sont boycottés. Que les ouvriers n'en fument plus.**

Il s'agit, par ce boycottage, de forcer des patrons sans scrupule à reconnaître le syndicat, sans lequel le travailleur retombe dans l'esclavage le plus primitif. Le boycottage, méthodiquement pratiqué, a déjà donné d'heureux résultats pratiques. Que chaque travailleur ne se contente pas de ne plus acheter les tabacs en question; mais qu'il insiste surtout auprès de ses fournisseurs en les menaçant de les boycotter également s'ils ne se refusent pas à vendre les produits de Vautier frères.

Vive le Syndicat! Vive la solidarité ouvrière internationale!

N.-B. — Les journaux socialistes, corporatifs et syndicalistes sont invités à reproduire le présent appel. Le comité de la Fédération tient à la disposition des organisations, pour le prix de 3 fr. le mille, des petites étiquettes à coller partout, pour rendre le boycott effectif. Pour les commandes, s'adresser au comité de la Fédération, rue d'Italie, 41, Vevey. »

ÉCHOS

La réaction.

M. Reimann, maire socialiste de Bienne, vient d'adresser une lettre au *Bund*, dans laquelle il reconnaît qu'une levée de troupes peut se justifier, surtout lorsqu'il s'agit de protéger les services publics d'une ville. Le refus de servir, en tous cas, lui paraît *une faute*. Nonobstant une réserve platonique, M. Reimann ajoute : « Si j'appartenais encore à l'armée, je répondrais à tout « ordre de marche ».

Tel est le sentiment de M. Reimann, maire socialiste de Bienne. Cette opinion n'engage que lui-même. Il l'a et il a le courage de l'affirmer ; nous n'avons à notre tour qu'à avoir le courage de notre opinion contraire. Nous avons dit et redit pourquoi nous jugeons nécessaire, indispensable, la séparation de l'armée et du prolétariat. Inutile d'y revenir en ce moment. Mais nous avons à adresser à M. Reimann un amer reproche sous forme de question. Militariste convaincu, comme il le dit dans le *Bund*, peut-il rester une minute de plus administrateur d'une caisse antimilitariste, qui doit contenir 4,258 fr. et les intérêts ? Il n'y a pas là seulement illogisme, il y a équivoque — on peut même dire duplicité. Et si cet argent est détourné de sa destination véritable, n'est-ce pas parce que M. Reimann, entre autres, a substitué sa volonté au vœu respectable et inviolable des souscripteurs ? Une démission s'impose donc.

Eternels badauds ?

Badauds ! Le serons-nous éternellement? Nous précipiterons-nous toujours pour voir un bonhomme « officiel », pour assister à une fête inutile, bruyante et bête, et pour passer sur le pont d'Avignon parce que tout le monde y passe ?

Il fut un temps où tout Paris, que dis-je ? toute la France oubliait ses préoccupations de progrès pour s'intéresser à un simple quadrupède venu d'Afrique ! A l'annonce de son arrivée sur terre française, la nation la plus spirituelle de la terre s'émut, n'eut plus qu'une pensée : la girafe !... qu'un but: voir la girafe !... et le jour où cet animal entra au Jardin des Plantes, ce jour-là fut une fête patriotique à laquelle prirent part toutes les opinions et tous les partis, unis dans un seul et même bonheur : le bonheur de posséder une girafe ! Ceci est de l'histoire — et la seule exhibition de ce curieux ruminant prolongea de quelques années la durée d'une monarchie qui déjà chancelait sur sa base.

Nos maîtres s'entendent à merveille, sous des formes diverses, à nous faire le coup de la girafe, pour prolonger leur règne. Voyez par exemple Clemenceau. A deux reprises déjà, il a fait appel à la girafe sous forme de complot. Et pendant qu'on en jase, qu'on proteste, qu'on discute, on oublie les revendications, on perd des yeux le but, on s'arrête. Camarades, attention au coup de la girafe. C'est le coup du père François de nos maîtres !

Soyons prêts.

M. Poincaré, ex-ministre et futur président du conseil, a récemment prononcé un discours qui nous intéresse, et dans lequel il a énuméré certains signes qui apparaissent aujourd'hui comme à la veille de la grande Révolution. Il a montré le pouvoir battu en brèche, le peuple conscient de sa force et de sa destinée, « les soldats qui violent la consigne et refusent le service », et dans l'édifice social « où les maîtresses poutres ont fléchi (pourries ! aurait-il pu ajouter), des craquements qui se suivent et se multiplient dans toutes les solives secondaires ».

Oui, l'heure est grave. Il nous faut être prêts à tout événement, prêts à en profiter et à nous tourner résolument vers les temps nouveaux où les travailleurs seront honorés comme ils le méritent et où il n'y aura plus d'exploiteurs, plus de parasites, plus d'usiniers potentats, plus de fabricants oppresseurs, plus d'affameurs. Chacun aura droit au produit intégral de son travail, droit à la vie, droit à la joie, et les fainéants dorés auront vécu, les frelons pilleurs d'abeilles !

Coucou !

J'ai pour voisin — quel honneur ! — un mouchard. Je le vois souvent, se glissant en ville, le long des murs, levant le nez vers les fenêtres, les baissant vers les soupiraux de cave qui peuvent recéler un mystère, dévisageant les passants... et les passantes, sondant les portes cochères, interrogeant les bonnes qui vont aux provisions, causant avec les femmes du trottoir, s'arrêtant chez les concierges, dans la loge des portiers où il consulte le registre des arrivées et des départs. Pas une nouvelle ne lui échappe : quand il n'y en a pas, il en fait qui sont, paraît-il, plus dignes d'être crues que paroles de bible. Il sait tous les cancans, toutes les tares, tous les vices des dirigeants et il en fait des dossiers secrets qui servent, en certaines occasions, à leur boucher le bec. Il sait tout, voit tout, entend tout, sauf ce qui se passe dans son propre logis, ô ironique retour des choses d'ici-bas ! Tandis qu'il explore les régions extérieures, d'autres visitent son intérieur. A force de surveiller les faux ménages des fils à papa et de nos maîtres, il a laissé l'entrée libre dans son légitime, et s'il chasse tous les lapins, il faut excepter ceux qui viennent au gagnage dans son terrier.

C'est un soutien de l'Ordre !

Ce qu'on peut faire.

On peut faire une maison, mais on ne peut pas faire un arbre ou un rameau vert ; on peut faire une pyramide, mais on ne peut pas faire une montagne ; on peut faire une jambe de bois, un bras articulé, un faux nez, mais non pas une tête ; ainsi nous pouvons faire des députés à la douzaine, des ministres, des conseillers d'Etat, des secrétaires en quantité, mais d' « homme nouveau » point. Or, pour les temps nouveaux que nous annonçons **et que nous réaliserons**, il faut des hommes nouveaux. Ceci dit sans animosité contre quiconque, mais il s'agit là d'une vérité qu'il est indispensable de proclamer. *Jacques Bonhomme.*

L'effort continu

Jetant un regard en arrière et considérant le chemin parcouru par la classe ouvrière dans ces dix dernières années seulement, on ne peut s'empêcher de reconnaître que, réellement, elle prend conscience de sa position d'esclave moderne, d'oppressée de toute façon — et aussi de sa force dans son union pour secouer le joug qui pèse si lourdement sur ses épaules.

Oui, camarades, c'est à nous de suivre et d'appliquer les enseignements de nos devanciers. On nous a appris d'où venait le mal, à qui nous devions cette position misérable et abrutissante dans laquelle nous nous trouvons. On nous a crié à maintes et maintes reprises : « Travailleurs, unissez-vous... ». Maintenant que d'une manière générale le principe de nos organisations ouvrières est compris et appliqué autant que possible, que devons-nous faire de cette force qui est là, ne demandant qu'à agir ?

Cet effort continu, cette lutte sans trêve ni merci doivent-ils n'avoir pour but que de créer des syndicats, des organisations ouvrières, d'arracher des améliorations passagères de nos moyens d'existence? Non, non, camarades, là n'est pas le but véritable. Toutes nos revendications de salaire, diminution des heures de travail, nos syndicats nécessaires pour obtenir gain de cause auprès des patrons, ne sont, à mon avis, que des moyens pour arriver à ce but véritable et final, qui est la transformation totale de la société.

Sachons, camarades, ce que nous voulons. Ayons une volonté et profitons des petits avantages, des légères améliorations obtenus dans nos conditions de travail et de salaire pour vaincre la résistance qui nous est opposée et arriver au but que nous nous sommes proposé.

Partout les mécontents, les souffreteux, les exploités se soulèvent. Dans chaque pays, leur nombre augmente de jour en jour. De cela, il doit sortir quelque chose de grandiose. Tout en luttant de toutes nos forces contre le système capitaliste et bourgeois qui nous écrase, sachons aussi nous entendre sur les bases de l'organisation future.

L'effort continu de la classe prolétarienne mondiale contre la classe capitaliste et bourgeoise doit aussi se concentrer sur cette organisation de la société nouvelle afin que le principe d'égalité et de communisme soit appliqué dans toute son étendue. Faisons de nos syndicats, non pas seulement une organisation terre à terre se limitant aux seuls intérêts immédiats et matériels, mais sachons les rendre attrayants et instructifs par les questions économiques ou autres posées dans leur sein. Faisons-en des foyers d'éducation.

Oui, camarades, c'est là que réside notre force. Conscients nous-mêmes, sachons rendre conscients nos camarades, dans n'importe quel milieu qu'ils se trouvent.

Car ce n'est plus une masse moutonnière qu'il nous faut, mais une masse d'individus personnellement convaincus et résolus. Ce n'est qu'à ce prix que la victoire finale sera de notre côté. En avant donc, camarades ! Notre horizon s'étend toujours plus, l'ère de Justice et de Paix pour tous, après laquelle chacun de nous aspire, ne sera notre partage que dans la mesure où nos efforts seront coordonnés dans un esprit de solidarité et d'union. JEAN BANDELIER.

Antimilitarisme et antipatriotisme

Le militarisme, qu'est-il ? Quelle besogne doit-il accomplir ? Son institution est-elle néfaste à la classe ouvrière ?

Jadis les mercenaires qui n'avaient pour métier que celui de soldats, ont assez fait parler d'eux par les assassinats et les brigandages qu'ils firent, sans que j'aie besoin de m'étendre plus longuement ; on sait qu'ils n'étaient payés, entretenus dans leur métier d'assasssins que pour soutenir les privilèges de la noblesse.

Mais les rôles sont-ils changés depuis que le service militaire est obligatoire pour tous ? Nous pouvons sans crainte dire que non. Les rôles n'ont pas changé depuis que tous passent par la caserne : l'armée, comme jadis, ne sert qu'à défendre les privilèges de la bourgeoisie, laquelle s'est substituée à la noblesse.

Donc, nous sommes antimilitaristes parce que toujours le militarisme a servi — et servira encore, tant que les individus ne seront pas conscients — à noyer

dans le sang les velléités de révolte de la classe ouvrière.

Tout homme sincère ne peut nier que le militarisme n'existe que pour massacrer les travailleurs qui réclament plus de bonheur, plus de liberté ; exemple, les révolutions passées, la Commune, pendant laquelle le sinistre Galiffet fit mitrailler plus de 35,000 des nôtres.

D'après ce que l'on apprend à l'école, le militarisme a pour mission de veiller que l'étranger ne pénètre chez nous. Grâce à cet enseignement que les bourgeois, pour sauvegarder leurs intérêts, inculquent aux jeunes cerveaux, l'esprit chauvin subsiste encore parmi les ouvriers.

En réalité, le militarisme sert tout simplement à créer des débouchés à la classe capitaliste.

L'institution du militarisme est-elle néfaste à la classe ouvrière ? Je n'ai pas besoin de m'appesantir longuement ; à l'école l'on nous a appris que le militarisme sert à la défense du territoire, etc. Dans n'importe quel pays soi-disant civilisé, nous constatons qu'il ne sert pas à défendre le territoire, mais bien à défendre les coffres-forts. Ne voyons-nous pas la troupe intervenir dans tous les conflits entre le travail et le capital, en faveur de ce dernier ? Rappelons-nous les grèves du Ricken, de Genève, de La Chaux-de-Fonds, de Vevey, etc., etc.

Oui, l'armée est bien contre nous, prolétaires. Donc, éduquons, dans les syndicats, les jeunes gens qui partent se faire corrompre moralement et physiquement à la caserne. Malgré les répressions gouvernementales et policières, apprenons aux jeunes la besogne qu'ils ont à faire à la caserne ; faisons-leur comprendre que, comme les officiers, ils ont une conscience, et que, comme eux, ils doivent se refuser à exécuter des ordres que celle-ci réprouve.

De nombreux camarades sont antimilitaristes, mais non antipatriotes. Cela est illogique. A mon point de vue, l'on ne peut être antimilitariste sans être antipatriote. Voici pourquoi : Je crois, quoi qu'on nous ait dit à l'école que la patrie était l'endroit où l'on est né, les maisons, les rues, la terre, les usines, etc., que nous qui ne possédons rien, n'avons rien à défendre. Les maisons, nous en payons la location. Et si, par malheur, nous ne le pouvons, nous voyons le propriétaire, au nom de la loi, nous faire expulser, puis faire vendre nos meubles. Lorsque nous sommes sans travail, la loi, sous la forme d'un gendarme, nous fait jeter en prison pour vagabondage. Les usines, devons-nous les défendre ? Non. Elles appartiennent à notre ennemi, le patron, qui, lorsqu'il voit que nous ne pouvons plus produire suffisamment, nous jette sur le pavé. La terre ne nous appartient pas non plus ; si nous n'avons pas d'argent, nous ne pouvons nous procurer ses produits. Alors, que devons-nous défendre ? Sont-ce nos libertés ? Il faudrait savoir quelles sont ces libertés ! Est-ce celle de crever de faim dans la rue, ou celle de prendre pension dans les prisons de notre douce république ? Est-ce celle qui fait que l'on expulse quantité de nos amis étrangers, parce qu'ils ont le malheur de propager l'idée de justice et d'égalité, ou celle de se faire exploiter sans merci par un patronat toujours plus exigeant ? Allons, il faudrait définir les libertés que nous avons — à moins que ce ne soit le droit de grève... ou celui de se syndiquer !?

Puis, il faut être logique. En France, en Allemagne, dans tous les pays, la propagande antimilitariste prend de l'extension. D'après la presse nationaliste, l'antimilitarisme et l'antipatriotisme prennent de l'extension dans les pays voisins. Donc, comme nous, les camarades étrangers en ont assez de la guerre ; ils ne veulent plus se faire trouer la poitrine pour le bon plaisir de leurs gouvernants et de leurs exploiteurs ; alors il est grand temps que nous nous déclarions antimilitaristes ; n'ayant aucun intérêt à défendre, nous sommes également antipatriotes.

En tant qu'internationalistes, nous disons aux camarades étrangers que nous n'avons aucune frontière ; il serait criminel de nous entretuer lorsqu'il plairait à nos dirigeants. Non, nous ne sommes pas des criminels. Nous ne voulons pas nous faire assassins. Nous n'avons qu'une patrie, et notre patrie, à nous, c'est l'univers.

F. Béridiez.

LES GRÈVES

Chez les travailleurs du bois.

A *Montreux*, les menuisiers sont en grève depuis lundi premier juillet, l'entente n'ayant pu s'établir. Les revendications des ouvriers étaient pourtant modestes : augmentation de salaires, journée de neuf heures, syndicat obligatoire. Les patrons voulaient bien accorder une augmentation de salaire, mais pas la journée de neuf heures. C'est naturellement le point sur lequel les patrons ne céderont pas sans autre. Ils sentent bien que c'est là la seule amélioration réelle capable d'émanciper un peu la classe ouvrière. Ils se cramponnent à la journée de dix heures et ne céderont que par la force. C'est bon, nous verrons ! En attendant, qu'aucun ouvrier sur bois ne se rende à Montreux ; il serait considéré comme un renégat.

A *La Tour-de-Trême*, la grève des parqueteurs continue. Les millionnaires Binz, qui ne voulaient rien céder avant la grève, ont offert aux grévistes de leur accorder 30 centimes de plus par jour, à la condition que ceux-ci lâchent la Fédération des ouvriers sur bois et entrent chez les jaunes. Inutile de dire que cette proposition a été plutôt mal accueillie. Le moral des grévistes est toujours excellent.

A *Vallorbe*, la grève a pris une très bonne tournure. Trois patrons ont déjà signé la convention ouvrière et le travail a repris chez ceux-ci. L'interdit subsiste rigoureusement sur la place, afin d'amener les autres patrons à composition.

A *Coire*, le mouvement des tapissiers et selliers s'est terminé par un arrangement.

Chez les métallurgistes.

A *La Chaux-de-Fonds*, les mécaniciens et les serruriers sont toujours en grève. Les patrons ont été avisés que s'ils ne cédaient pas avant une semaine, ils augmenteraient leurs revendications et réclameraient alors la journée de neuf heures. La grève n'a donc pas encore affaibli le courage des grévistes, que l'Union ouvrière de La Chaux-de-Fonds et la Fédération des ouvriers sur métaux soutiennent d'ailleurs énergiquement.

A *Zurich*, un acte de solidarité, que nous voulons relever, a abouti à un excellent résultat. Les ouvriers de l'usine d'autos *Saphir* sont en grève. Or, trois renégats de la maison Holzscheiter acceptèrent de faire des travaux pour *Saphir*. Les trente autres ouvriers de Holzscheiter invitèrent le patron à retirer ces trois individus de l'usine *Saphir*, sous menace de grève. Le patron ne voulut pas céder et la grève fut décidée. Une demi-journée après, les traîtres étaient retirés et le conflit apaisé. Ces grèves de solidarité deviennent de plus en plus fréquentes et dénotent chez la classe ouvrière organisée un état d'esprit réjouissant, en même temps qu'une conscience bien nette de ses intérêts immédiats.

Chez les tailleurs de pierre.

A *Capolago* (Tessin), la grève des tailleurs de pierre de l'*Arenaria* est terminée. Grâce à une solide organisation syndicale et à l'absence presque complète de kroumirs, les ouvriers ont remporté une éclatante victoire sur tous les points.

LETTRE DE LA CHAUX-DE-FONDS

2 juillet 1907.

Grâce à un effort constant des groupes (Jeunesse socialiste et syndicaliste), on peut affirmer, sans exagération, que la mentalité des ouvriers de La Chaux-de-Fonds s'est élevée depuis une dizaine d'années. L'ensemble des travailleurs pourrait, je crois, donner un effort assez puissant. Il est vrai que nombreux sont encore ceux qui se croient supérieurs à leurs camarades des autres corporations ; ce fait provient peut-être de l'industrie horlogère elle-même. Nous avons ici autant de misère que dans les autres villes, mais c'est une misère en habit noir, une misère qui se cache sous un aspect assez trompeur.

L'ouvrier chaux-de-fonnier, avouons-le, est assez orgueilleux, mais peu fier de cette fierté qui consiste à ne jamais s'abaisser. Paraître est le désir d'une foule d'ouvriers, et si Molière vivait encore il écrirait certainement, comme pendant au *Bourgeois gentilhomme*, l'*Ouvrier bourgeois*.

Cette dernière critique peut s'adresser spécialement à nos camarades horlogers. Aussi, il est un fait que tout le monde peut constater, c'est que les fabricants en profitent pour leur tenir la dragée haute. Le lock-out est l'épée de Damoclès suspendue sur la tête des organisations. Soyez sages, ou gare ! Et, ma foi, on est sage. Très sage.

Mais il est juste d'ajouter, comme je le disais plus haut, qu'il y a un certain réveil qui se manifeste dans les syndicats par des interpellations au comité, et cela est un signe très sûr de l'esprit critique qui, chez plusieurs, se fait sentir.

Même dans le Syndicat des horlogers — encore sous tutelle — qui est fort numériquement mais très faible comme mentalité syndicaliste, nous croyons que, d'ici peu, un réveil va se produire. Du reste, les événements eux-mêmes se chargeront de faire lever la moisson.

En somme nous pensons qu'il faudrait, pour réveiller et asseoir solidement les organisations de notre ville, un sacrifice, et même, disons le mot, une douleur ; trop peu nombreux sont encore ceux d'entre nous qui ont conscience du fossé qui sépare les deux classes.

Il est vrai que la centralisation ne fait que commencer ici, et que bien des ouvriers travaillent chez des patrons qui, eux-mêmes, « tirent le diable par la queue » et sont tantôt patrons, tantôt ouvriers. Si les grandes fabriques prospèrent et si le menu fretin intermédiaire est obligé de rentrer dans les rangs ouvriers, la situation changera.

Mais voilà ! Est-ce bien prouvé que la centralisation s'effectue dans toutes les industries ?

C. R.

OH ! VIOLETTE

Le « Grutli », de Lausanne, ayant fait allusion, dans un article, à la collaboration de M. Avennier au « Journal de Genève », l'écrivain attaqué trouve l'occasion de nous dire ce qu'il est.

Le « Journal » a, chaque lundi, des collaborateurs littéraires auxquels il ne demande que du talent littéraire, rien de plus.

Or, dit M. Avennier, j'ai fait paraître, il y a dix ans environ, des contes et des essais de critique dans ce journal...

Donc, concluront les ouvriers qui auront humé ce bouquet de violettes, M. Avennier a du talent littéraire...

Connais-toi toi-même... Mais, de grâce, ne le crie pas sur les toits.

Voilà un échantillon de l'esprit du *Peuple suisse*. Inutile de dire que ce petit bouquet de chardons cueillis pour les ânes et à eux offert m'émotionne peu. Je souligne seulement ceci (qu'en dis-tu, Devenoges ?) : que le *Peuple* ne fait *jamais* de personnalités, *jamais* il n'attaque et *jamais* il ne se mêle de ce qui ne le regarde pas. Exemple !

Quant à mon bouquet de violettes, je me demande pourquoi, sachant que j'ai chez moi un beau tableau, je ne dirais pas : j'ai un beau tableau, et de même, sachant que j'ai fait un beau travail de menuiserie, je ne le dirais pas ? Et puisqu'on s'adresse aux ouvriers, est-il admis parmi eux de ne pas dire : je suis un bon ouvrier, lorsqu'on l'est ? En ce cas, pourquoi sachant que je tiens passablement une plume et ayant le témoignage de gens dont l'opinion compte, pourquoi ne le dirais-je pas ? Que je fasse la coquette ? Que je joue à la fausse prude ? Non merci ! Je laisse ça aux pauvres gens qui ne sont pas capables de comprendre que la franchise en toute occasion est seule respectable. Et je m'étonne en outre que le *Peuple* insère la petite stupidité reproduite ci-dessus, après avoir dit récemment que ma collaboration au *Peuple* avait été « aussi appréciée que désintéressée ». Il m'en récompense à sa manière ! Tous mes remerciements. La cité future promet ! Et dire que le ton changerait à mon égard si demain je reprenais cette collaboration, comme j'en ai été sollicité à plusieurs reprises, verbalement et par écrit !

Un dernier mot. Contrairement à ce que dit le censeur du *Peuple*, je n'ai rien crié sur les toits pour la raison bien simple que je ne m'y promène jamais. Ce qu'il m'accuse d'avoir *crié*, je l'ai *écrit* à la *Voix du Peuple* qui n'a jamais imprimé ma binette dans ses colonnes, pour l'ébahissement des badauds. Connais-toi toi-même !

L. A.

DANS LES ORGANISATIONS

LA CHAUX-DE-FONDS

La lettre que le Syndicat des boulangers de La Chaux-de-Fonds a adressé à la Boulangerie coopérative socialiste, publiée dans le dernier numéro de la *Voix du Peuple*, me suggère les lignes suivantes :

Je laisse naturellement au comité de la Boulangerie coopérative le soin de s'entendre avec celui du Syndicat des boulangers au sujet du contenu de cette lettre, mais je me permets tout de même quelques remarques, en ma qualité de coopérateur et de syndiqué.

La demande de transformation, sur des bases communistes, de notre Boulangerie collectiviste, est acceptable et mérite une étude approfondie de la part des coopérateurs. Cette transformation serait d'un bel exemple et ferait voir en petit, aux ouvriers, ce qu'ils pourraient en grand s'ils le voulaient.

Seulement, pour mettre en pratique cette idée, il faut que les ouvriers sachent ce qu'est le communisme.

En l'occurence les ouvriers boulangers, avant de vouloir pratiquer le communisme, devraient d'abord pratiquer le syndicalisme et se servir du moyen de lutte qu'est la coopération ; ils devraient obtenir des autres patrons boulangers ce qu'ils ont à la Boulangerie coopérative. Celle-ci accorde déjà les trois premiers points demandés (repos hebdomadaire, réglementation et diminution des heures de travail, paiement des heures supplémentaires), ainsi que l'assurance-maladie et accidents du travail ; sous peu, il sera installé le pétrissage mécanique.

Les ouvriers boulangers ne sont pas même des coopérateurs. Ils sont comme nos patrons. Faites ceci, cela. Eux nous regardent travailler.

Que tous les ouvriers boulangers se fassent d'abord recevoir coopérateurs. C'est leur devoir. Ensuite on transformera. Mais il faut commencer par le commencement. C'est ce que les intéressés ont oublié de faire.

John Emery.

— L'administration de la fabrique d'horlogerie *Invar* est tout à fait à la hauteur des convenances modernes avec son personnel.

Il y a une quinzaine de jours paraît tout d'un coup dans le dit établissement une affiche portant que, 5 minutes avant l'heure, le personnel doit être dans la fabrique, et à l'heure juste chacun à sa place. A l'heure juste, le concierge ferme la porte d'entrée, même au nez des ouvriers qui sont à peine à quelques pas de lui. J'ai constaté la chose moi-même le jeudi 20 juin écoulé. Pour pouvoir reprendre leur travail, les ouvriers qui sont en retard — ne serait-ce que d'une demi-minute — doivent passer par le bureau, où sans doute ils reçoivent des félicitations. En outre, les ouvriers, une fois à leur place, ne peuvent seulement pas aller au vestiaire, car le concierge en a les clefs et il ne l'ouvre que juste à l'heure de cesser le travail.

Et dire que ces choses se passent à La Chaux-de-Fonds et que l'on n'ose pas appeler çà : *Pénitencier moderne !* L. M.

LAUSANNE

Les comités des syndicats de l'Union ouvrière sont informés qu'ils doivent convoquer les membres de leurs syndicats adhérents à la Maison du Peuple par carte individuelle pour l'assemblée générale extraordinaire de la Maison du Peuple. Celle-ci aura lieu le lundi 8 juillet, à 8 heures et demie du soir, dans la grande salle.

A cette assemblée extraordinaire, avec la nomination de deux nouveaux membres du conseil d'administration, seront discutées des questions de la plus haute importance pour l'avenir de la classe ouvrière lausannoise en général et de la Maison du Peuple en particulier.

La Société du Grutli romand a demandé cette assemblée pour exposer la situation de la Maison du Peuple après la démission de M. Couchepin, président. Bien que nous ignorons exactement sur quels sujets portera la discussion et quelles résolutions seront demandées à l'assemblée — la lettre de la Société du Grutli ne laisse deviner aucune proposition — il est certain que l'Union ouvrière sera peu ménagée au cours du débat. Il

importe que tous les syndiqués adhérents à l'Union ouvrière et à la Maison du Peuple viennent défendre leur conception du mouvement syndical. La carte de membre de la Maison du Peuple devra être présentée à l'entrée.

SAXON

Pour ceux qui ne sont pas au courant des conditions de travail établies à la Fabrique de conserves de la vallée du Rhône :

A leur entrée à la fabrique, les hommes touchent un salaire de 23 centimes à l'heure, et quelques années après, 25 centimes. En prenant la moyenne de 11 heures de travail par jour, cela fait environ 2 fr. 50 pour les nouveaux et 2 fr. 75 pour les anciens ouvriers. Ceux qui ont passé quelques années dans l'usine arrivent à un salaire de 3 fr. 30. En entrant, il faut signer un engagement d'un an et laisser une garantie de 30 fr. Si vous quittez avant l'échéance de votre engagement, cette somme reste la propriété des actionnaires, que vous partiez pour cas de force majeure, maladie ou autre, c'est égal. Sur un minimum de cent employés, cela fait 3000 fr. ; au 5 p. 100, cela fait 150 fr. pour messieurs les accapareurs. L'ouvrier y est on ne peut plus esclave, et je crois que si le directeur pouvait arracher ou attacher la langue à ces malheureux, il le ferait.

Voyons encore ; à cette époque-ci, l'on y voit des enfants faire 11 heures de travail par jour ; des enfants de douze et treize ans ! Lorsque vous pénétrez dans cette fabrique, un silence de mort y plane. Vous vous croiriez transportés dans un cimetière ou dans une prison. Ces pauvres n'osent ni lever la tête, ni ouvrir la bouche. Il suffit d'arriver une minute en retard pour se voir infliger 25 ou 50 centimes d'amende.

Souvent aussi on fait travailler les ouvriers et ouvrières de midi et demi à 8 heures et demie sans souper. Quant aux heures supplémentaires, elles sont payées 5 cent. de plus que les heures ordinaires ! Le lait a été augmenté de 5 cent. le litre, mais les ouvriers, eux, n'ont pas vu leur salaire augmenter. C'est à eux d'y voir clair, de s'unir en syndicat. Qu'ils aient de l'énergie et se révoltent contre d'aussi piètres conditions de salaire. En marchant la main dans la main, ils pourront peut-être améliorer leur situation.

VALLORBE

Dans « notre » pays, la liberté de parole existe. Elle est même garantie par la Constitution. Donc, pas de doute à avoir. Et, s'il y en a qui doutent malgré tout, voici qui leur bouchera le bec.

La semaine dernière, nous annoncions une conférence Bertoni à Vallorbe. Immédiatement, grand effarement dans le clan des repus, des jouisseurs. Le chef de la police fit savoir au propriétaire de la salle que la conférence était interdite en vertu d'un ukase municipal. Mais, légalement, pour que les gendarmes et les agents puissent interdire à un citoyen suisse le droit de parler — garanti (!) par la Constitution — il faut un ordre écrit. Les pandores ne l'ayant pas, les travailleurs firent à leur tour pression sur le tenancier de l'établissement et... Bertoni parla. Les flics l'écoutèrent. Tant mieux. Notre camarade ayant été persuasif, ils finiront peut-être par se dégoûter du métier. Malgré la présence de ces représentants de l'ordre, tout se passa dans l'ordre. Mais que les bourgeois sont maladroits ! Ils ne s'aperçoivent donc pas qu'avec ces procédés ils nous mâchent la besogne ? Rien n'étant si contagieux que l'exemple, l'ouvrier finira par comprendre qu'à la violence il doit répondre par la violence, qu'à la force il doit opposer la force. Continuez, messieurs, ne vous gênez pas. Tôt ou tard, le peuple perdra patience.

Pour une Maison du Peuple

Dans la dernière assemblée de l'Union ouvrière de Vevey, il a été proposé que chaque membre de l'Union abandonne une journée de son salaire pour l'acquisition d'un local où pourraient se tenir les réunions corporatives avec une salle assez vaste pour y organiser les conférences. Cette proposition a été renvoyée aux syndicats pour étude.

Le besoin de multiplier les conférences se fait de plus en plus sentir, car, s'il est vrai que la meilleure éducation est dans l'action, il n'en est pas moins vrai que, si l'on veut obtenir des résultats appréciables et durables, l'éducation par les brochures et les conférences est absolument nécessaire.

L'initiative pour l'organisation des conférences ne manque pas ; partout il se trouve des camarades qui font leur possible pour les multiplier. La question qui se pose toujours est de trouver un local. Les mêmes difficultés se rencontrent partout ; mais elles semblent être plus grandes à Vevey et Montreux, où les autorités ont pour principal souci d'assurer la tranquillité des rastas qui peuplent les hôtels.

Tant que les travailleurs se sont bornés à émettre d'inutiles vœux pour l'amélioration de leur situation, il leur fut encore assez facile de se réunir, mais, du jour où, cessant de supplier, ils voulurent imposer leurs revendications, la réaction se fit sentir.

Un moyen facile était à la portée des autorités : refuser les salles publiques. C'est ce qui eut lieu. Non contente de cela, la toute-puissante police fait pression sur les détenteurs de salles, employant même les menaces pour que leurs locaux soient refusés aux organisations syndicales.

Il y a peu de temps, le bail du local où le comité de l'Union ouvrière tenait ses réunions a été dénoncé, et ce, à la suite d'une démarche faite par la police. Le premier mai, la salle du théâtre n'était accordée qu'à la condition que ni Bertoni, ni Avennier ne prendraient la parole. Actuellement, pour obtenir la salle du Casino, édifiée avec les deniers des ouvriers, il faut indiquer le sujet et le nom du conférencier, puis, accepter qu'un flic vienne assister à la conférence, tout comme sous Badinguet. Il y a mieux : pour ce qui est des assemblées plénières de l'Union ouvrière, nous devons soumettre l'ordre du jour à la municipalité, laquelle se réserve de refuser la salle si elle y trouve quelque chose de subversif.

Si les ouvriers devaient se concerter sur une question sérieuse, il leur serait donc impossible de se réunir.

La conclusion qui s'impose, est la nécessité d'avoir un local où nous puissions librement nous réunir et discuter. Cela faciliterait aussi la fondation d'une bibliothèque et d'un groupement littéraire, qui contribueraient beaucoup à détourner les ouvriers des assommoirs et des beuveries patriotardes. Le sacrifice demandé n'est pas au-dessus de nos forces ; avec une ferme résolution nous pouvons aboutir.

Chaque année nous perdons de nombreuses journées, pour aller pourrir moralement et physiquement dans les casernes ; nous payons sans broncher les impôts qui servent à faire vivre grassement nos oppresseurs. Serions-nous incapables d'abandonner une journée pour avoir notre Maison du Peuple ?

Avant même de connaître la réponse des syndicats, nous répondons : non !

ALFRED AMIGUET.

Mouvement ouvrier international

Allemagne.

Le lock-out des ouvriers du port de Königsberg a pris fin la semaine dernière. Il durait depuis six semaines. Sauf pour les déchargeurs de houille, le travail à la tâche est supprimé. Les porteurs de céréales, par contre, n'obtiennent rien du tout et devront sans doute retourner sous le joug aux anciennes conditions.

Brésil.

Le mouvement pour la journée de huit heures, qui avait commencé au Premier Mai dans toutes les grandes villes du Brésil, a pris une ampleur inattendue.

A San-Paulo, en particulier, le mouvement s'est rapidement généralisé et presque toutes les corporations se sont mises en grève pour arracher les huit heures aux patrons.

Naturellement, comme chez nous, le gouvernement républicain du Brésil est intervenu pour sauvegarder les privilèges patronaux. Des violences inouïes ont été commises par la police. Le siège de la Fédération ouvrière a été assailli par une bande de policiers armés (comme à Lausanne la Maison du Peuple), le secrétaire de la Fédération jeté en prison avec plusieurs membres du comité, et les locaux bouclés et gardés par les policiers.

Malgré toutes les infamies commises par la bourgeoisie de San-Paulo, les ouvriers tinrent bon et plusieurs corporations ont obtenu la journée de huit heures et de notables améliorations de salaire. D'autres, moins heureuses, n'ont obtenu que des augmentations de salaire.

Tout le mouvement a été énergique. La classe ouvrière a fait preuve, pendant cette campagne, de beaucoup d'initiative, de volonté et de solidarité.

Le 25 mai, le comité de la Fédération faisait répandre à profusion un vigoureux manifeste, flétrissant les actes de violence des autorités et engageant les travailleurs à la résistance jusqu'à complète satisfaction de leurs revendications. Dans ce manifeste, les militants de la Fédération ouvrière se défendent nettement d'être des chefs et de donner des ordres. Mais non plus, ils ne peuvent donner des conseils de résignation et de lâcheté à leurs camarades. Ils ne peuvent que les engager à lutter de toutes leurs forces unies pour obtenir la seule amélioration réelle et durable, la journée de huit heures.

A la suite de ce mouvement, la journée de huit heures est maintenant un fait acquis pour un certain nombre de corporations, entre autres : les métallurgistes (sauf dans trois maisons où la grève continue), les maçons (gain de cause sur toute la ligne), les cordonniers, les marbriers, les arts graphiques, les travailleurs sur bois. D'autres corporations, les tailleurs, par exemple, ont obtenu d'importantes améliorations, sans arriver à la journée de huit heures. Parmi les ouvriers de fabrique, il en a été de même.

Dans plusieurs villes, des résultats analogues ont été obtenus. Ce qui démontre clairement que l'énergique volonté des travailleurs, de s'affranchir du joug capitaliste, porte en elle d'heureuses conséquences lorsque mise en action. Et partout les travailleurs ont affaire aux mêmes ennemis : leurs exploiteurs et les gouvernants, la classe capitaliste.

Italie.

Une grève agricole, très importante par son étendue et par son action énergique, secoue fortement toute une grande région de la province de Ferrare. Nous avons, à maintes reprises, signalé ici les grèves agricoles qui éclatent fréquemment en Italie, et dont le caractère saillant est qu'elles sont généralisées au point de s'étendre promptement dans plusieurs communes. Par ce fait, ces mouvements strictement économiques ont une réelle importance sociale. C'est une clameur de révolte qui, quoique temporaire, n'existe pas moins. Et les enseignements des faits restent, précurseurs de révoltes prochaines.

L'agitation qui nous occupe actuellement embrasse quatorze localités. La grève s'étendra probablement encore à deux régions limitrophes. Ce sont les moissonneurs, en particulier, qui ont initié ce conflit. Ils réclament la diminution des heures de travail et une augmentation de salaire. Douze mille hommes, cavaliers et fantassins, ont envahi la zone de grève et les provocations de la part des autorités sont quotidiennes. Qu'il suffise de signaler le droit, pour les quelques très rares traîtres, de s'armer de revolvers et même de fusils. Des bagarres éclatèrent. Férocement, les cavaliers ont chargé, piétinant le corps des femmes du peuple étendues au-devant d'eux. Le rôle de l'armée est bien partout le même. Rôle de chien de garde, bien fait pour détruire le mensonge de la défense nationale.

Ce grand déploiement de forces militaires n'étonnera personne ; d'autant plus que plusieurs gros propriétaires sont des hommes politiques, entre autres le président des ministres, le voleur Giolitti.

Les grévistes, de leur côté, luttent avec une ardeur combative que leur donne seule la conscience de leurs droits. Inlassables, ils veillent et ils agissent. Par les routes, de jour et de nuit, hommes et femmes surveillent la venue des traîtres, décidés à leur faire rebrousser chemin. Les grévistes ont d'ailleurs beau jeu : la moisson est en souffrance sur une étendue de 60,000 hectares, et le racolage policier-patronal n'a fourni que quatorze renégats.

Les autres catégories d'ouvriers s'intéressent vivement au mouvement agraire. Dans quelques localités, les maçons ont quitté le travail par solidarité. On parle même d'une grève générale éventuelle de tous les ouvriers du bâtiment et des établissements métallurgistes. Le gouvernement a proclamé l'état de siège. A ceux qui veulent du pain il donnera des balles. En société capitaliste, c'est dans l'ordre.

FÉDÉRATION DES UNIONS OUVRIÈRES
de la Suisse romande

Les Unions ouvrières ou syndicats isolés n'adhérant pas encore à la Fédération sont fraternellement invités à prendre une part active aux travaux du congrès de La Chaux-de-Fonds, par l'envoi d'un ou de plusieurs délégués.

Les propositions à faire figurer à l'ordre du jour doivent parvenir au comité fédératif (41, rue d'Italie, Vevey), avant le 15 juillet.

Afin de réserver le plus de temps possible à la discussion, faire connaître les noms des délégués quelques jours avan le congrès.

Ordre du jour provisoire :

1. Appel des sections ;
2. Lecture du procès-verbal du dernier congrès ;
3. Rapport sur l'activité du comité fédératif ;
4. Rapport du caissier fédératif ;
5. Rapport des délégués sur l'activité des sections ;
6. Rapport de la commission du journal ;
7. Rapport sur la marche de l'Imprimerie ;
8. Rapport sur le Salon communiste de coiffure (Genève) ;
9. Fixation du prochain congrès.

* * *

L'Union ouvrière de Vevey a, dans l'assemblée plénière du 27 juin, nommé caissier de la Fédération le camarade Wilhelm von Kanel. Tous les fonds destinés à la Fédération doivent être adressés à sa demeure, 39, avenue de Plan, Vevey.

COMITÉ FÉDÉRATIF.

CHRONIQUE ANTIMILITARISTE

Forcer les travailleurs au métier de soldat devient de plus en plus une tâche ardue pour tous les gouvernements. Pourrait-il en être autrement, alors que les prolétaires prennent enfin sérieusement conscience de leur misérable sort et ne se soumettent que difficilement à prendre le fusil qui sera tôt ou tard dirigé contre eux-mêmes.

Et l'antimilitarisme semble un vent qui souffle sur toute l'Europe.

En Russie, ce sont les équipages de l'escadre de l'amiral Tsevisky qui, après avoir organisé des meetings sur la côte, se révoltent contre leurs officiers, et tentent de tous les jeter à la mer pour se rendre maîtres de l'escadre.

En Portugal, des régiments d'artillerie sont en insurrection à Oporto, réclamant l'établissement de la République.

En Hollande, les associations antimilitaristes, au nombre de 100, ont organisé le 10 juin, à La Haye, un vaste meeting en plein air pour protester contre cette comédie cynique de la *Conférence de la Paix*, réunie en ce moment.

En effet, y a-t-il pire hypocrisie que celle-là. Voir des gouvernants assemblés pour discuter de la paix alors qu'il ne se passe pas un jour sans que l'armée ne soit appelée par ces mêmes gouvernants pour les soutenir dans leur odieuse tyrannie, pour fusiller à l'occasion ce peuple qui en a assez de crever de faim devant l'abondance qui sort de ses mains. La paix viendra lorsque les travailleurs du monde entier se refuseront au métier de soldat.

En France, les événements du Midi ont démontré toute la fausseté des déclarations qu'a faites, il y a deux mois, le ministre de la guerre à un rédacteur du *Matin*, de Paris, affirmant que « l'antimilitarisme s'arrête au seuil des casernes ». Non, il ne s'arrête pas au seuil des casernes. Dans toutes celles-ci, c'était l'insubordination qui régnait en maîtresse ; les officiers étaient houspillés et l'*Internationale* chantée devant les galonnards ahuris. Signalons en particulier la hardiesse des soldats du 17me qui, au nombre de 800 environ partirent de la caserne d'Agde bien armés et vinrent se joindre, à Béziers, aux travailleurs leurs frères. D'ailleurs toutes les paroles mielleuses des gouvernants-capitalistes ne parvien-

dront jamais à imposer aux soldats l'obéissance aux chefs, surtout lorsqu'on veut en faire des instruments féroces de répression contre le peuple. On a beau être sous l'uniforme, on se souvient trop bien qu'avant d'y être, on était exploité, qu'on le sera après et qu'il serait stupide de s'égorger entre travailleurs.

L'antimilitarisme pénètre donc partout; les bourgeois, tous ceux qui vivent à nos dépens sont affolés. Il y a de quoi. Ils croyaient pouvoir éternellement compter sur la solidité de l'armée pour tenir les ouvriers en respect. Et voilà que cette solidité s'en va. C'est pour le prolétariat l'ère de la vraie fraternité qui approche.

C. P.

Un trio d'exploiteurs!

Au Landeron, dans le canton de Neuchâtel, il existe trois fabriques qui sont tout à fait bien organisées pour les patrons. Pas un ouvrier ou ouvrière n'est syndiqué et il est défendu d'en parler sous peine d'être mis à la porte.

Nous avons ici d'abord une fabrique de cartonnages occupant principalement des femmes et des jeunes filles. Leur salaire est misérable : elles commencent avec un franc par jour pendant au moins six ou sept mois, ensuite on les augmente peu à peu, jusqu'à leur donner 2 fr. 20 par jour au bout de quelques années. Pour ces maigres sous elles doivent s'esquinter pendant dix heures sans lever le nez. Car le maître surveille sans cesse ses esclaves. Il ne se souvient plus du temps où, pauvre ouvrier, il pestait contre la rapacité patronale. En peu de temps il s'est enrichi celui-là, et nous comprenons fort bien que c'est en exploitant indignement ses ouvriers qu'il peut mener le train qu'il mène.

Sortons de ce bagne. Allons faire un tour à la fabrique d'ébauches. Là, les ouvriers sont en plus grand nombre. Le patron, conseiller communal, a à son service plusieurs visiteurs qui se chargent de faire turbiner les nègres. Souvent les ouvriers et ouvrières sont insultés de belle façon. L'ouvrage calant un peu, un bon nombre ont déjà quitté cet enfer. Mais les insultes ne sont pas pour tout le monde. Ceux qui savent bien se plier ou celles jeunes et jolies gagnent de bonnes journées, tandis que d'autres, pourtant assez adroites, arrivent à peine à 1 fr. 50 par jour. Le patron tient aussi une consommation, où ses ouvriers s'approvisionnent. Les bénéfices devraient, paraît-il, aller à une caisse de secours. Il doit y en avoir de l'argent dans cette caisse, car les marchandises sont passablement chères! Ce patron est un honnête homme quoi, comme le précédent!

Et encore un : Tanner, pierriste, ancien ouvrier, pourrait-il expliquer comment il est devenu un des plus riches du pays? N'est-ce pas sur le dos de ses ouvriers, peut-être? C'est curieux comme les exploiteurs font rapidement fortune! pendant que les exploités, eux, ont tant de peine à végéter et à faire végéter leur famille.

Il faut que nous, ouvriers et ouvrières, unissions nos forces et tâchions de nous entendre afin de ne plus travailler seulement pour un morceau de pain, bien dur et bien amer parfois. Nous devons montrer aux patrons que nous sommes capables de nous réveiller et de secouer nos camarades tombés en léthargie devant leurs promesses et leurs paroles mielleuses.

Un groupe
d'ouvriers du Landeron.

ACTION SYNDICALE

Chez les ouvriers du bois.

Le 30 juin dernier a eu lieu à La Chaux-de-Fonds, au Cercle ouvrier, un congrès régional des ouvriers sur bois du canton de Neuchâtel. Deux sections bernoises étaient aussi représentées, ce qui faisait en tout neuf syndicats. Diverses résolutions y ont été prises qui ont une certaine importance, entre autre celle concernant les renvois arbitraires. Il est décidé que chaque fois qu'un renvoi aura lieu, une enquête sera faite et une mise-bas immédiate y répondra. Les sections étudieront encore d'autres moyens.

L'établissement d'un tarif unique pour tous les machinistes du canton sera établi le plus tôt possible.

Une promenade familière au Champ-du-Moulin sera organisée le 27 juillet par le syndicat de La Chaux-de-Fonds.

Les camarades se sont quittés certains d'avoir fait du bon travail, dont profiteront tous les ouvriers sur bois de la région.

Une longue discussion a eu lieu sur la question de l'entrée du Syndicat de La Chaux-de-Fonds dans la fédération. Les sections fédérées espèrent bientôt le voir entrer dans le giron fédéral.

Le prochain congrès aura lieu à Fleurier.

PROPOS DU MÉDECIN

Le saturnisme et la céruse.

Au cinquième congrès de la Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande, à Neuchâtel, en février dernier, les plâtriers-peintres de Montreux ont soulevé avec énergie la question de la céruse. Ils demandaient qu'une campagne méthodique imposât finalement aux entrepreneurs l'emploi du blanc de zinc inoffensif en lieu et place du blanc de plomb, si dangereux et si meurtrier. Et ils avaient raison. Car c'est un tribut énorme que les travailleurs occupés à manier du plomb ou des composés de plomb paient continuellement au saturnisme — à l'empoisonnement par le plomb.

Dans les moindres villes il y a toujours quelques peintres obligés de s'aliter et de perdre ainsi de nombreuses journées de travail pendant lesquelles, évidemment, la misère s'établit plus noire au foyer. De 1884 à 1898 il n'a pas été traité, dans les hôpitaux de Paris, moins de 1552 cas d'intoxication saturnine, et là-dessus plus de la moitié étaient des peintres. Les hôpitaux de province, de Suisse entre autres, hébergent, toute proportion gardée, tout autant de saturnins. A l'heure présente encore, une cinquantaine de peintres intoxiqués reçoivent journellement, à Paris seulement, les soins des docteurs. Joignons-y tous les malades traités à domicile et tous les malheureux pour lesquels l'absorption de poussières de plomb — tels les typographes — a été comme le coup de fouet à une tuberculose latente.

Quoi qu'il en soit, les ouvriers qui ont souffert de l'empoisonnement précité en conservent un souvenir angoissé, et l'on comprend qu'ils cherchent à éviter le retour de tels accidents. Les autres, au contraire, qui peuvent avoir résisté dix, vingt ans, se croient invulnérables; ils ne se doutent point que la lutte commune contre la céruse est une affaire de sécurité personnelle. Mais un beau jour, les membres leur font mal, et ils s'imaginent ressentir les atteintes d'un simple rhumatisme; ou bien ils souffrent des reins; des troubles de la vue se déclarent; et ils mettent l'affection sur le compte d'un « coup de froid ». Hélas, c'est le saturnisme qui visite son hôte. Et à son tour, l'invulnérable est cloué au lit, et sera fauché peut-être. En général, il est vrai, c'est par d'atroces douleurs d'entrailles que commence la maladie. Elles sont continues, s'exaspèrent par moment et plongent le patient dans de cruelles souffrances. Le visage est pâle, cireux, grippé, et l'on cherche par toutes sortes de positions à se soulager; mais les membres sont crispés aussi, les mains se mettent en griffe, c'est la paralysie qui s'en mêle. Puis, grâce au repos, au régime, aux remèdes, l'accès passe peu à peu. Mais si l'on ne change de métier, les récidives sont fréquentes, et à la longue, ça va sans dire, l'anémie, la faiblesse, l'amaigrissement s'établissent à demeure. Les accidents deviennent plus redoutables, et la mort — une mort prématurée — met fin à l'existence de l'ouvrier.

Entre temps, le saturnin a-t-il fondé une famille? Les ravages le poursuivent, terrifiants. Voici ce qu'en dit le professeur Layet : « Quand le père et la mère sont saturnins, le mal se transmet à leurs enfants 94 fois sur 100, 92 fois sur 100 quand la mère seule est atteinte, et 63 fois sur 100 quand le père seul est saturnin. Pour les enfants des intoxiqués c'est l'idiotie, le rachitisme, l'épilepsie! »

Mais pourquoi toutes ces sinistres conséquences? Parce que des ouvriers sont obligés de respirer des vapeurs, des poussières de plomb, parce qu'ils travaillent avec des couleurs à la céruse. Or la céruse est un poison terrible. Ne pourrait-on pas la remplacer? Evidemment, puisqu'on connaît, depuis les travaux de l'ouvrier Leclaire, un corps absolument anodin, le blanc de zinc qui donne une peinture plus belle et plus inaltérable que la céruse, sans coûter plus cher. « L'expérience de cinquante ans, dit l'hygiéniste Proust, a montré que le blanc de zinc peut être substitué avantageusement à la céruse, qu'il est inutile d'employer des siccatifs à base de plomb que l'on remplace par des siccatifs à base de manganèse. » Et alors, pourquoi les patrons ne veulent-ils pas supprimer définitivement les couleurs à la céruse? Ah voilà! Il y a d'abord la routine, cette routine criminelle de personnages qui, eux, ne sont pas exposés à manier les couleurs et à attraper les coliques. Il y a ensuite l'avantage qu'avec la céruse l'on peut mieux frauder le client qu'avec le blanc de zinc, parce que, avec la première, on peut ne passer qu'une couche, tandis que, avec le second, ce travail incomplet n'est pas aussi facile à masquer. Ajoutons que pour « travailler » le blanc de zinc il faut un véritable apprentissage; le jour où serait prohibée la céruse, la profession de peintre redeviendrait vraiment un métier, et les salaires devraient être relevés. Autant de motifs pour les entrepreneurs d'en rester à l'âge d'or de la céruse. De sorte que les ouvriers s'intoxiquent pour le plus grand repos et pour le plus beau bénéfice des patrons. Il serait étrange d'ailleurs qu'en régime capitaliste il en fût autrement. Les prolétaires n'ont qu'à se laisser faire, à se laisser décimer, empoisonner, tuer par milliers. C'est dans l'ordre. Et tant qu'ils ne mettront la main à la pâte eux-mêmes pour changer tout cela, c'en sera fait d'eux.

J. W.

P.-S. — Le prochain indiquera ce que l'on peut faire contre le saturnisme.

Les abonnements peuvent s'acquitter et se souscrire :

A Genève (Salon communiste de coiffure, rue Vallin, 7);

A La Chaux-de-Fonds (Charles Rouiller, Doubs, 13);

A Fribourg (Jules Erlebach, La Chassotte);

A Vevey (A. Amiguet, rue d'Italie, 41);

A Montreux (F. Luy, le samedi de 5 à 8 h., café du Léman).

Grève d'Yverdon

Voici la liste des sommes reçues par le comité de grève des ouvrières cigarières d'Yverdon :

Souscription *Voix du Peuple*	Fr.	23 55
Syndicat des cigarières, Vevey	»	50 —
Synd. plâtriers-peintres, Yverdon	»	9 15
Syndicat des tailleurs, »	»	25 —
Union des ateliers C.F.F. »	»	200 —
Grutli romand, »	»	100 —
Syndicat des chocolatiers, Orbe	»	30 —
Union ouvrière, Chaux-de-Fonds	»	50 —
Listes de souscription :		
Amiguet, Vevey, 39, 40, 41	»	62 20
Léon Michod, Lausanne, 29	»	7 —
Maurice Bron, Lausanne, 28	»	35 60
Edouard Enguel, Orbe, 32, 33	»	28 20
Charlotte Jaquillard, Yverdon, 195	»	14 80
Rosa Soglia, Yverdon, 200	»	10 —
Dupuis Aline, Yverdon, 89	»	16 50
Marc Chapuis, » 92	»	2 —
Elise Volper, Yverdon, 95	»	20 —
Mme Vaucher	»	2 —
Total à ce jour	Fr.	686 30

Nous prions les camarades et les organisations qui détiennent des listes de souscription de les faire circuler le plus rapidement possible et de les retourner sans retard.

AVIS ET CONVOCATIONS

Union ouvrière de Lausanne. — Mardi 9 juillet à 8 heures très précises du soir, au local, Maison du Peuple (salle 3), assemblée de délégués.

Ordre du jour : 1. Lecture du procès-verbal de la dernière assemblée. — Communications du comité. — Nomination des délégués au Congrès de la Fédération des Unions ouvrières. — Propositions individuelles.

Les comités des syndicats adhérant à l'Union ouvrière sont invités à convoquer tous leurs membres pour l'assemblée extraordinaire de la Société de la Maison du Peuple, qui aura lieu le lundi 8 juillet, à 8 h. 30 du soir, dans la grande salle. Se munir de la carte de membre de la Maison du Peuple. En réclamer au comité de l'U. O.

Syndicat mixte de Vallorbe. — Assemblée samedi 6 juillet, à 8 heures précises du soir, au Café Industriel. Présence indispensable. Invitation cordiale à tous les non syndiqués.

Ouvriers sur bois de Lausanne. — Tous les membres de la section sont convoqués en assemblée extraordinaire, le dimanche 7 juillet, à 9 h. du matin. Ordre du jour très important.

Charretiers et manœuvres de Lausanne. — Assemblée générale le dimanche 7 juillet, à 2 h. précises après midi, au café du Chamois, 21, rue Bourg. Ordre du jour très important.

Ouvriers sur bois de Martigny. — Tous les ouvriers travaillant sur le bois à Martigny et dans les environs sont convoqués à une assemblée générale qui aura lieu samedi 5 juillet au café du Simplon, dans la grande salle du 1er étage.

PETITE POSTE

J. M., F. — Oui.

Boulangerie coopérative, La Ch.-de-Fonds. — Reçu trop tard réponse. Paraît sans faute prochain numéro.

SOUSCRIPTION
pour les grévistes cigarières d'Yverdon

Liste précédente		23,55
Herzig, Genève		5,—
Une qui n'aime pas les fumeurs, mais les grévistes		2,—
Total à ce jour	Fr.	30,55

SOUSCRIPTION
organisée par l'Union ouvrière
en faveur des cimenteurs de Lausanne, en grève.

Liste précédente	Fr.	54,70
Cordonniers allemands, Lausanne		5,05
Total	Fr.	59,75
Versé aux grévistes		55,—
En caisse à ce jour	Fr.	4,75

SOUSCRIPTION
en faveur de la « Voix du Peuple »

Total de la dernière souscription	Fr.	226,80
Un ami		10,—
Pavesio, Lausanne		1,75
Etienne		0,50
Lacroix		1,—
Total	Fr.	240,05

COMPTES DU JOURNAL

Recettes.

Abonnements : Lausanne, 7,30; Brugg, 1; Nyon, 2		10,30
Vente au numéro : Genève, 1,20		1,20
Ports à l'étranger		1,20
Collection 1906 et 1 semestre 1907		5,25
Remboursements		68,70
Souscription		13,25
Total des recettes	Fr.	99,90

Dépenses.

Comp. et tirage du N° 26 (2600 ex.)	Fr.	84,—
Frais de port et adm.		62,90
Total des dépenses	»	146,90
Solde à payer au dernier rapport	»	312,85
Reste à payer à ce jour	Fr.	359,85

La place de Genève est mise à l'interdit pour tous les ouvriers charpentiers.

Editeur responsable : Henri BORNAND.

L'administration, la rédaction et la composition de LA VOIX DU PEUPLE sont entièrement exécutées par des ouvriers syndiqués.

Lausanne — Imprimerie des Unions ouvrières.

IMPRIMERIE DES UNIONS OUVRIÈRES

A BASE COMMUNISTE

LAUSANNE — Etraz, 23 — LAUSANNE

Impressions en tous genres pour les organisations ouvrières

Journaux — Statuts — Tarifs
Manifestes — Programmes — Cartes de convocation
Enveloppes — Entêtes de lettres, etc.

L'*Imprimerie des Unions ouvrières* est absolument communiste. Elle est placée sous le contrôle direct du comité central de la Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande. Les bénéfices de cette entreprise communiste seront affectés à la propagande syndicaliste. Les comptes en seront imprimés et distribués aux organisations. Que tous les syndicats soutiennent leur imprimerie en lui réservant tous les travaux qu'ils font exécuter.

Le capital nécessaire à l'imprimerie est formé de parts de 5 francs remboursables, pouvant être acquises par des camarades, des syndicats et des Unions ouvrières. Les porteurs de parts, réunis en assemblée, prennent toutes les décisions concernant la marche de l'imprimerie.